

LA LETTRE DE GÉOSTRATÉGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE † ANCIENS D'OXFORD † ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS † ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR † ASSOCIATION DES SCIENCES PO † ASSOCIATION DES AUDITEURS ET CADRES DES HAUTES ÉTUDES DE L'ARMEMENT † ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) † ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE † ASSOCIATION DES CENTRALIENS † ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES † ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'ESSEC † INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) † INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE † INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE † INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS II) † INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE † SAINT-CYRIENNE † ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Site Internet : geo2000.org

N° 80 – MAI 2013

SOMMAIRE :

P.2

EDITORIAL : L'AIR DU TEMPS...
RAYMOND DOUYERE

P.3

« QUELLE PART POUR LE NUCLÉAIRE EN FRANCE ? »
GÉNÉRAL ETIENNE COPEL

P.5 « **QUE SAIT-ON RÉELLEMENT DE LA CHINE ?** »

JEAN-PIERRE RAFFARIN
ANCIEN PREMIER MINISTRE

P.7

« QUEL AVENIR POUR LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ? »
STÉPHANE LE FOLL
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

P.9

« LA COOPÉRATION MILITAIRE FRANCO-BRITANNIQUE : AVANCÉES ET ENJEUX »
SIR PETER RICKETTS
AMBASSADEUR DU ROYAUME-UNI EN FRANCE

P.11

**« OBAMA II : IRAN, CHINE, PROCHE-ORIENT
QUELLE ÉVOLUTION EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ? »**
JEAN-DAVID LEVITTE
AMBASSADEUR DE FRANCE, MEMBRE DE L'INSTITUT

AGENDA :

25 JUIN 2013 – PALAIS DU LUXEMBOURG (RESTAURANT DU SÉNAT – SALON POURPRE)
« RÉFLEXIONS SUR LE LIVRE BLANC »
GÉNÉRAL VINCENT DESPORTES

L'air du temps...

Le « Hollande bashing » auquel nous assistons depuis quelques semaines, en parallèle avec la célébration de la première année de son quinquennat, a de quoi étonner.

Bien sûr, la situation économique n'est pas bonne et le chômage augmente ...mais cela ne constitue en aucune façon une nouveauté. Depuis de nombreuses années, en effet, le chômage augmente et c'est le résultat évident de la désindustrialisation de la France depuis au moins une décennie, voire deux !

A l'aune de la responsabilité de cet état de fait, la gauche et la droite ont une égale responsabilité.

En effet, la part de l'industrie est passée de presque 20% de notre PIB à presque 12,5% dans une économie qui reste malgré tout la cinquième mondiale.

Nous devons donc nous interroger sur l'origine de ce phénomène. La France a, semble t-il, raté son entrée dans la mondialisation... non pas par manque de créativité de ses entrepreneurs qui ont toujours été les innovateurs de rupture quand notre grand concurrent, l'Allemagne, avait innovations incrémentales. Toutefois, si la productivité globale des entreprises françaises a baissé, elle reste encore acceptable dans le contexte européen. Le vrai problème de notre industrie, c'est le positionnement de celle-ci. Bien placée dans les vingt dernières années dans les secteurs de l'automobile, de l'agroalimentaire, la pharmacie, l'aéronautique, l'électronique, nous ne cessons d'y perdre des parts de marché !

Dans le même temps, face à la demande formidable de biens d'équipement des pays émergents, accompagnant la mondialisation, nous n'avons pas eu le tissu de PME-PMI capables d'y répondre, contrairement à l'Allemagne.

Cependant l'avenir est encore ouvert dans le domaine des énergies renouvelables, de l'informatique, des grandes infrastructures nécessaires à la construction de l'Europe.

Pour cela, il faut que notre ancrage européen et notre entente avec la chancelière de l'Allemagne, soit plus solide et entraînant pour les autres pays européens. Or Madame Merkel, en dehors d'une vision très rigoriste des équilibres budgétaires, ne semble pas très désireuse d'un développement rapide d'une relance économique de l'Europe, ni même d'une relance politique de celle-ci.

La question se pose de savoir si Angela Merkel n'est pas une adepte de « l'IP tracking ». Cette méthode consiste sur les connexions internet dans le domaine du tourisme (billets de train, billets d'avion, réservation d'hôtels) à changer le prix proposé entre deux connexions internet, lorsque vous semblez avoir été intéressé par une première proposition et que vous avez réfléchi entre temps.

Si je parodie cette méthode, Angela Merkel a proposé il y a quelque temps un renforcement politique de l'Europe avant toute relance budgétaire et une mise en commun des dettes des Etats européens. Le président français, F. Hollande semblant intéressé fait la proposition de création d'un gouvernement économique de l'Europe à débattre avec les autres partenaires européens. Comme dans « l'IP tracking », Angela Merkel fait répondre par son ministre des finances Guido Westervelle (interview dans Le Monde du 24/05/2013) : « *Voyez les Etats-Unis qui n'ont pas de responsabilité commune de leurs dettes au niveau fédéral, pourquoi les Européens le feraient-ils. Oui à un parlement européen avec des compétences législatives, oui peut être à un président élu par tous les Européens ... mais tout cela ne peut se faire que sur le très long terme* ». [1]

Conclusion, la surenchère est patente, le chemin sera encore long pour que l'Europe puisse devenir une puissance politique alors même que des avancées significatives en ce sens semblaient se décider.

Ainsi en est-il de la lutte contre la fraude fiscale, de la discussion d'une Europe de l'énergie, ou de l'initiative commune contre le chômage des jeunes.

Mais sans entente profonde, entre Allemands et Français, l'Europe ne sera pas. La proposition de F. Hollande est bien un premier pas vers plus de coordination économique gage d'une meilleure efficacité de l'Europe.

Dans une économie mondialisée, l'Europe pourrait être la première puissance mondiale. Qu'attendons-nous ?

Raymond Douyère

[1] interview parue dans Le Monde du 24/05/2013

« Quelle part pour le nucléaire en France ? »
Général Etienne COPEL

Le jeudi 20 septembre 2012, pour sa réunion de rentrée, Géostratégies 2000 a convié le Général de Brigade Aérienne, Etienne Copel, à venir exprimer sa conception de la politique de défense de la France. Fidèle à ses convictions, le Général Copel, qui démissionna en 1984 de son poste de sous-chef d'état major de l'armée de l'air pour désaccord avec les choix politico-stratégiques de l'époque, a tenté de convaincre son auditoire de la pertinence de ses critiques relatives à la dissuasion nucléaire. Il a également attiré l'attention sur les failles inhérentes à notre défense civile.

Certains points ayant été lors du débat l'objet de polémiques entre intervenants, il est clair que l'association Géostratégies 2000 se contente de rendre compte de façon la plus fidèle possible des points de vue exprimés, et n'a pas pour vocation de prendre parti.

Le contribuable français fait bien son travail, mais les armées sont fauchées ! D'emblée le Général Copel, réputé pour son franc-parler, donne le ton. La France arrive au troisième rang mondial pour les dépenses militaires, à égalité avec la Grande-Bretagne (derrière les USA et la Chine). Elle dépense 1000 dollars par habitant, derrière les USA (2230 dollars) et loin devant la Chine (100 dollars). Malgré cela, la situation budgétaire s'aggrave, hormis pour le nucléaire et les avions Rafale, qui jouissent d'une situation d'exception et sont, en fait, sanctuarisés, martèle le Général Copel, qui s'insurge contre un trop grand gaspillage. Nos missiles sont remplacés beaucoup trop vite. L'intention est louable, cela donne du travail à nos industriels, mais elle n'est pas justifiée. En 2015, le M51 va être doté d'une nouvelle tête nucléaire, ce qui va nécessiter des sommes monstrueuses. Au même moment, les Américains et les Anglais ont choisi de prolonger leurs missiles Trident jusqu'en 2042. La mise à jour leur coûtera 1 million de dollars, une misère par rapport à nous¹

DES CHOIX CONTESTABLES

A première vue, reconnaît le Général Copel, le budget nucléaire –soit 10% du budget total- ne semble pas faramineux. Mais, il faut y ajouter les frais d'équipement et au final, l'équipement des forces de dissuasion revient plus cher que l'équipement des forces de nos trois armées réunies

Le Rafale est également un gouffre (43 milliards) car la France l'a développé seul, et n'en a produit à ce jour que 200. En revanche, nos quatre concurrents européens ont fabriqué 600 Eurofighters, ce qui permet de mieux amortir la chaîne et de se montrer plus compétitif. Si le Rafale fait très bien la police du ciel pour les forces d'intervention, il exige

¹ *Note de Géo 2000* : d'après Wikipédia, les contrats passés à l'industrie américaine pour moderniser l'ensemble des Trident américains et britanniques (quelques centaines) s'élèvent à 1 166 millions de \$ (848 M\$ pour Lockheed Martin et 318 M\$ pour Draper Labs), la participation du Royaume-Uni étant 250 millions de £ pour ses 58 missiles.

Le Royaume-Uni prévoit également de dépenser pendant cette période 2 à 3 milliards de £ pour une mise à niveau de ses têtes nucléaires et de 11 à 14 milliards de £ pour remplacer ses 4 sous-marins actuels (plus 2 à 3 milliards de dépenses d'« infrastructure »).

trop de pétrole pour les attaques au sol sur longue distance (20 tonnes par mission en Afghanistan) et est inadapté pour l'appui des troupes au sol. Comparé à ses performances, le prix de revient de cet avion supersonique est beaucoup trop élevé. Il aurait été préférable de moderniser le Mirage 2000, comme les Américains l'ont fait avec le F16, pourtant vieux de 40 ans, insiste le Général Copel, qui ne cache pas avoir une préférence pour un avion subsonique, comme l'A10 américain. Le comble, ajoute-t-il, c'est que nous n'avons pas assez de missiles et de têtes nucléaires pour équiper tous nos Rafale !

Egalement très investi dans la défense civile, le Général Copel, dans un livre intitulé « **Prévenir le pire, éviter les catastrophes terroristes** » imagine les scénarios les plus noirs, notamment la chute d'un avion gros porteur, détourné par un commando suicide, sur une centrale nucléaire. Cela a suscité une prise de conscience, les autorités ont protégé l'EPR contre toute éventualité. Toutefois, depuis septembre 2001, cette menace s'est amenuisée, note le Général Copel, qui ne cache pas ses inquiétudes concernant la très grande vulnérabilité des barrages. Nous avons l'exemple des Lancaster, qui, en 1945, ont tout détruit sur la Ruhr. Si plusieurs tonnes d'explosifs étaient déversées sous le barrage de Castillon, cela pourrait être désastreux pour Castellane, le Verdon et la centrale de Cadarache. Or, cette hypothèse ne semble pas prise au sérieux, explique quelque peu dépité le Général Copel, qui a pourtant déjà tout planifié pour rendre les explosifs potentiels inoffensifs. Il suffit de les empêcher de couler à plus de trois mètres, assène-t-il en guise de conclusion.

L'intervention du Général Copel s'est poursuivie, comme à l'accoutumée, par un débat qui a donné lieu à des échanges animés et à des prises de position très tranchées.

Général Pierre Warmé :

S'agissant du Rafale je voudrais d'abord rappeler les raisons de la sortie du programme d'avion européen.

En premier lieu, c'est l'intervention du président de la SNECMA auprès du Ministre de la défense, faisant valoir que l'abandon du M 88 mettrait en cause l'avenir de l'Entreprise.

En second lieu c'est le devis de masse du projet européen qui était beaucoup plus conséquent que celui du projet national. Sachant qu'à l'époque, tout le monde admettait que

le prix d'un avion était proportionnel à sa masse, la participation française au projet européen aurait dépassé l'enveloppe budgétaire envisagée. De plus, à cette masse, l'avion européen n'aurait pas pu opérer sur les porte-avions envisagés.

En ce qui concerne les coûts globaux du programme, ils se situaient au même niveau que le total des sommes consacrées à l'acquisition de plusieurs types d'avion spécialisés précédents, développés simultanément. Il faut également noter que les principes de l'analyse de la valeur (surcoût du point de performance supérieur) avaient été appliqués pour maîtriser le coût d'ensemble de ce programme.

Enfin l'adoption du concept de polyvalence représentait le meilleur compromis opérationnel - logistique - budget dans le contexte d'incertitude sur le type d'engagement éventuel (après la chute du mur de Berlin et la multiplication des interventions extérieures : Mauritanie, Tchad...).

Le Rafale a d'ailleurs, d'après les utilisateurs, fait la démonstration de ses qualités et de ses avantages dans les dernières interventions.

Quoi qu'on en dise il y a des missions diverses, de défense aérienne, de posture nucléaire, de reconnaissance, d'assaut lointain et rapproché qui sont données aux forces aériennes. Ces forces sont aujourd'hui en mesure d'exécuter toutes ces missions avec un seul type d'appareil, comme le Rafale, avec un système d'armes complet et des capacités d'emport au moins deux à trois supérieures à celles des avions de la génération précédente.

Dans ces conditions, en termes de coût/efficacité le Rafale est plus avantageux. Pour donner un exemple de façon schématique, en se basant sur des coûts parus dans la presse (à l'époque en francs - Mirage 2000: 200 millions, Rafale:300) et en comparant des choses comparables, il faut pour effectuer la même mission (emport de deux missiles + protection) trois 2000 soit 600 millions, par contre un seul Rafale, soit deux fois moins.

Général Copel : Je conteste vos arguments concernant la polyvalence. Il faut cesser de réfléchir dans un contexte de guerre froide. Elle est terminée, les priorités ont changé. Je ne suis pas d'accord non plus avec les prix que vous annoncez. Un rapport récent du Sénat parle de 152 millions d'euros pour le Rafale et son coût de fonctionnement est exorbitant.

Colonel Jean-Luc Lefebvre (Responsable de Programme – Pensée stratégique et Nouveaux concepts-IRSEM) : En tant que chercheur en stratégie, mais aussi en tant qu'officier d'active, je souhaite prendre la parole pour apporter la contradiction en développant des arguments pertinents volontairement laissés dans l'ombre par notre invité.

Il faut replacer la dissuasion dans son cadre. Elle représente la clé de voute de la Défense nationale, au niveau stratégique, d'ici 20 à 30 ans. L'aspect tactique, sur lequel insiste beaucoup le Général Copel, est secondaire.

La France compte 74 missiles nucléaires et environ 50 têtes. Elle ne peut se permettre d'avoir des missiles peu efficaces, vu leur faible nombre. Nous avons besoin de nouvelles générations d'armes, toujours plus performantes.

Les changements d'équipement que vous critiquez, sont indispensables. La compétence ne s'arrête pas au matériel. Il y a aussi les hommes, des ingénieurs à la pointe de la technique, dans les programmes nucléaires, au top niveau mondial. D'ailleurs, nous en récoltons les fruits sur le plan civil, avec les succès d'Ariane et d'Airbus.

Général Copel : Je critique les gaspillages, les programmes de simulation, quand les têtes nucléaires ne sont pas expérimentées. Le laser Méga Joule, qui va remplacer le Laser Phébus, va coûter 6 milliards. Cela a été décidé par le Président Chirac, après l'arrêt des essais nucléaires dans le Pacifique. Est-ce vraiment utile ? Le nucléaire peut-il vraiment être considéré comme l'assurance-vie des Français ?

Pierre-Louis Cavoleau (Analyste industriel et géopolitique ECTI) : *Que pensez-vous du danger des « bombes sales » ?*

Il est facile de les réaliser et d'épandre des matériaux radioactifs. Mais, elles sont détectées très vite, avec précision et sans beaucoup de frais. Donc, au final, la menace n'est pas aussi grave qu'on pourrait le penser.

Malika Sorel-Sutter (Haut Conseil à l'Intégration) : *Si le coût économique de notre dissuasion est important, le coût politique, si nous décidions de ne plus faire partie du club des pays détenteurs de l'arme nucléaire, serait bien pire. Notamment au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies.*

Y a-t-il réellement une menace iranienne ?

Il ne faut pas surestimer ce danger. L'Iran doit tenir compte de tous les paramètres ; Le Pakistan, qui est voisin, détient aussi des armes nucléaires et pourrait riposter. D'ailleurs, cela suscite l'inquiétude des USA, qui ne savent plus exactement où se trouvent toutes ces bombes. De l'autre côté se trouve Israël, en position défensive. L'Iran est le seul pays à majorité chiite, au milieu des sunnites, il n'est pas certain qu'il mène une politique jusqu'au-boutiste. Sa ligne de défense consiste à dire qu'il a besoin d'uranium enrichi pour ses centrales nucléaires et qu'il ne veut pas compter sur des approvisionnements extérieurs. Il revendique son autonomie en la matière, meilleure arme contre les embargos.

En tout cas, je ne suis pas du tout favorable à une attaque aérienne contre l'Iran, qui selon moi, reste très aléatoire.

François-Xavier Martin (Président d'honneur de Crédit X Mines ; Secrétaire Général-Trésorier de Géostratégies 2000) : *L'Occident ne veut plus que des guerres « zéro mort » (dans son camp!). Les avions n'ont donc plus l'autorisation de descendre à des altitudes accessibles aux petits missiles anti aériens tels que le Stinger ou le Mistral. Quel est dans ce cas l'intérêt d'un avion subsonique d'attaque au sol tel que l'A10 américain ?*

L'utilisation de tels avions suppose la destruction préalable des systèmes de défense anti-aérienne, pour laquelle nous sommes totalement dépendants des USA. En Libye, nous avons envoyé nos hélicoptères, seulement après la destruction des défenses libyennes par les Américains.

Les missiles de croisière nous font cruellement défaut, notre puissance de frappe est insuffisante. Actuellement, les drones (comme le Prédator) me semblent très efficaces. Ils détruisent toutes les défenses et ensuite l'avion d'appui rapproché peut intervenir. Ils fonctionnent bien en Afghanistan, au Pakistan, tant que les adversaires n'ont pas les moyens de brouiller les informations transmises.

Jean-Louis Pierrel (Responsable Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : *Quelle est votre opinion sur le projet de fusion BAE-EADS ?*

Est-ce le point de départ d'une vraie défense européenne ?

Je suis assez indécis. Cela supprimerait la concurrence européenne. Mais, cela pourrait aussi constituer un frein à la productivité, à l'efficacité.

Marie-Clotilde Hingray
Propos non revus par les intervenants

« Que sait-on réellement de la Chine ? »

Jean-Pierre RAFFARIN
ancien Premier ministre

Le mardi 23 octobre, Géostratégies 2000 a organisé un petit-déjeuner dans les salons du Palais du Luxembourg autour de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, venu nous livrer ses réflexions sur la Chine, ses atouts, ses points faibles et ses ambitions. Il nous a apporté un éclairage pertinent, tout en s'efforçant de nous convaincre que la Chine ne devait pas être perçue comme une menace, mais, au contraire, comme une formidable opportunité. Auteur d'un ouvrage intitulé « Ce que la Chine nous a appris » et Président du Forum annuel du Comité France-Chine, Jean-Pierre Raffarin a également plaidé en faveur d'une meilleure connaissance de la civilisation chinoise, élément incontournable dans les relations économiques et commerciales.

Il faut faire preuve d'une extrême humilité pour comprendre la Chine, reconnaît Jean-Pierre Raffarin, qui se décrit comme un « témoin » de l'évolution de ce pays, lui qui le parcourt régulièrement depuis plus de trente ans. On croit découvrir une vérité, et dans la minute qui suit, on se rend compte qu'une vérité contraire existe. Chaque jugement doit être très tempéré.

Toutefois, quelques principes fondamentaux se dégagent, précise-t-il.

Les Chinois n'ont pas d'ambition impérialiste et ne recherchent pas la suprématie. En revanche, ils ne transigent pas sur les questions relatives à leurs intérêts et à leur propre unité. Ils veulent absolument éviter un scénario d'éclatement, comme celui de l'Union Soviétique. Leur vision du monde est multipolaire, axée en priorité sur la quête d'harmonie et de performance intérieure. Cet égoïsme nationaliste, plutôt inquiétant, explique leur refus d'intervenir en Libye et en Syrie. Ils jouent la carte de la stabilité et laissent la Russie se poser en leader du front du refus.

UNE FORMIDABLE PROSPERITE

Cette stratégie sino-chinoise s'explique par les exploits accomplis, titanesques à bien des égards, souligne Jean-Pierre Raffarin. Plus de 500 millions de personnes sont sorties de la pauvreté, le SMIC bondit de 20% par an. Les revendications salariales sont souvent satisfaites, surtout dans les entreprises étrangères. La demande sociale s'accroît. La Chine n'est plus l'« atelier du monde ». On ne peut plus parler d'« avantage textile », l'Afrique et l'Amérique Latine ont pris la relève. Les Chinois se battent sur tous les créneaux de qualité, les conquêtes technologiques, culturelles et scientifiques sont incroyables. L'école est ouverte de 7h à 20 heures. Et tout le monde assiste aux cours dits « facultatifs », en fin de journée. Les difficultés qui pesaient sur la cohésion sociale et territoriale sont en train d'être comblées. En 2012, la croissance est de 7,5%, un ralentissement très relatif, tempère Jean-Pierre Raffarin, qui remarque que dans la Chine du Centre (le Sichuan), le taux est de 15%. On peut parler de « stratégie d'intelligences ajoutées ». Le but est de relayer la préoccupation sociale avec le soutien de la consommation, à partir de l'épargne, qui reste très élevée. Pour inverser cette tendance, le gouvernement est en train de mettre sur pied un

système de sécurité sociale et de retraite. Cela devrait renforcer la confiance et doper le marché intérieur.

ENCOURAGER LES POLITIQUES D'OUVERTURE

Ce pays paradoxal –il est le premier pollueur mais aussi le premier investisseur en matière d'environnement- a besoin d'une influence mondiale, notamment pour la croissance et les finances. Actuellement, c'est toujours l'épargne du plus pauvre qui finance la dette du plus riche. Quand un Américain gagne 25 dollars et en dépense 26, le Chinois choisit le scénario inverse. La pensée chinoise, très moderne, gagne du terrain. Si les Occidentaux préfèrent toujours la dialectique (thèse, antithèse, synthèse), avec une seule vérité à saisir, un seul attribut pour définir une personne, les Chinois restent fidèles à la doctrine du « ying et du yang » (thèse et antithèse). Ils sont à la fois complexes et contradictoires. La recherche permanente de la vérité dans le singulier leur est étrangère. Actuellement, ils poussent leur avantage intellectuel, propagent leur culture et leurs 5000 ans d'histoire. Ils vivent avec une nature bienveillante, à l'opposé de notre péché originel, ce qui se ressent d'ailleurs parfaitement au niveau artistique, surtout dans les peintures, observe Jean-Pierre Raffarin, qui espère apporter une nouvelle vision de la Chine. Il ne faut plus la voir comme un adversaire ou un danger permanent, il faut au contraire prévenir notre jeunesse de la part d'Asie dans leur avenir, martèle-t-il, avant de s'interroger sur le futur. Plusieurs scénarios sont possibles. Le plus noir serait celui du nationalisme, mais les autorités veulent l'éviter et militent pour des logiques d'ouverture. Le « jaune », basé sur l'impérialisme, paraît peu probable, même si de nombreux efforts militaires sont en cours. Enfin, il y a le « rouge et le bleu », mélange de communisme et de libéralisme, de centralisation et de déconcentration. Actuellement, 90 millions de Chinois sont membres du Parti Communiste et le pouvoir des provinces est considérable. Toutefois, si on ne fait pas de politique, on est entièrement libre. Je milite donc pour ce scénario, qui repose sur un parti très fort (sans réelle démocratie interne), avec une société très ouverte, martèle Jean-Pierre Raffarin, qui juge ce système tout à fait viable. La croissance, en ce moment, émane surtout des régimes totalitaires, qui privilégient les politiques de moyen et long terme. Les Chinois ont encore beaucoup de richesses à distribuer, la rébellion n'est donc pas à l'ordre du jour,

conclut-il en appelant de ses vœux une attitude de dialogue et de compréhension, de part et d'autre.

L'exposé de Jean-Pierre Raffarin, captivant et très détaillé, s'est prolongé par un débat, animé par Raymond Douyère, Président de *Géostratégies 2000*, qui a donné lieu à de fructueux échanges.

Christophe Bouchez (Avocat à la Cour) : *Pensez-vous qu'il existe un risque de confrontation armée (type Malouines) avec le Japon, au sujet des Iles Sentaku ? Que peut-on penser de la fiabilité des statistiques économiques de la Chine ?*

Je ne crois pas au risque d'affrontement militaire. Le Chine, le Japon et la Corée sont tous les trois en cours de changement politique, ils mettent en avant la carte du nationalisme, mais la pression va retomber. Les statistiques chinoises sont fiables, elles sont corroborées par la HSBC. Il y a certes quelques manipulations, mais sur le long terme, l'évolution est bien cernée.

Richard Hallows (Directeur Commercial. Groupe Cerestar) : *La présence de la Chine sur la scène mondiale n'est-elle pas plutôt un retour, après 200 ans d'éclipse et d'introversion ? Et l'Inde ? Les classes moyennes sont-elles similaires ?*

Nous sommes dans une situation de renaissance de la Chine. Elle retrouve sa première place, perdue lors de la Révolution Industrielle, mais elle n'affiche pas d'attitude arrogante. Elle veut être au premier rang du monde, mais sans en être la question centrale.

L'Inde a des atouts, avec la montée en puissance de cette classe moyenne, mais aussi des faiblesses. La situation est assez comparable en Chine, avec des petits entrepreneurs et des PME. La Chine a maîtrisé sa démographie, ce qui n'est pas le cas de l'Inde. Il faut être attentif aux relations entre ces deux grands voisins. La Chine peut être violente, pour protéger ses frontières. C'est une question de proximité géographique. Elle craint les germes du séparatisme, venant de l'étranger (Inde, Républiques d'Asie Centrale).

François-Xavier Martin (Président d'Honneur de Crédit X-Mines. Secrétaire Général, Trésorier de Géostratégies 2000) : *Quelles seront les conséquences économiques de l'évolution démographique chinoise ?*

Les autorités lâchent du lest sur la politique de l'enfant unique. Le fort vieillissement de la population pèse sur les retraites. Actuellement, un système de retraite, basé sur la répartition, sur le modèle français, se met en place. Notre protection sociale, tout comme notre médecine, les intéressent beaucoup. C'est un univers très francophone, avec beaucoup de professeurs de médecine chinoise, diplômés en France.

Pierre-Louis Cavoleau (Analyste Industriel et Géopolitique ECTI)

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances) : *Pouvez-vous nous expliquer les rapports Chine-Afrique ?*

Les Chinois sont omniprésents en Afrique. Pour poursuivre leur croissance rapide, il leur faut un territoire de matières premières. Leur vision n'est ni politique, ni impérialiste. Ils construisent des autoroutes, des hôpitaux, des infrastructures qui font cruellement défaut.

Toutefois, les Chinois ayant toujours tendance à vivre entre eux, des tensions apparaissent avec les populations locales. Elles sont exacerbées par leur volonté de développer des activités économiques, d'ouvrir des boutiques. Ils prennent le business des habitants, qui ont l'impression qu'ils achètent tout. Les relations sont très difficiles.

Dans cet univers des pays émergents, l'adresse mondiale de la France doit être « l'Eurafrrique ». Je souhaite le développement d'une trilogie « Chine-Europe-Afrique ». Une vision globale du développement de l'Afrique est indispensable. Le seul équilibre pour contrer la surproduction repose sur une montée de l'Afrique dans la consommation mondiale.

Le grand enjeu du XXIème siècle devrait être le développement vertueux de l'Afrique.

Pour les Chinois, l'Afrique est une obsession, ils ont une peur panique de manquer de ressources naturelles. Ils apprennent le français pour mieux communiquer avec les Africains.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Vous êtes en train de nous décrire une position dominante de la Chine en Afrique.*

Oui, mais ce n'est pas une politique de suprématie. En parallèle, la Chine investit beaucoup dans les énergies nouvelles.

Les Chinois mesurent mal la mauvaise image qu'ils peuvent donner au monde, ils ne comprennent pas que les autres nations aient des paramètres culturels différents des leurs. C'est leur point faible et ils doivent se montrer vigilants.

Régis Paranque (Inspecteur Général des Finances (H) : *Quelles sont les relations avec Taïwan ?*

Il y a des proximités culturelles très étroites entre les peuples. Les systèmes se rapprochent énormément. La délégation la plus applaudie, dans le stade de Pékin, lors des Jeux Olympiques, fut celle de Taïwan. On assiste à une stratégie « à la Hong Kong » : un pays, plusieurs modèles. Toutefois, il y a toujours une forte présence militaire américaine à Taïwan.

Général Pierre Warme (Conférencier) : *En matière de politique étrangère, peut-on répertorier les menaces perçues par la Chine ?*

Ce sont des menaces régionales, qui pourraient nuire à son unité. A l'Est, il y a la question de la Mer de Chine avec le Japon. A l'Ouest, il y a le potentiel danger de l'Inde et au Nord, celui du monde musulman. La Chine attache une très grande importance à ses frontières.

Eric Verstraete (Directeur Financier Développement Bouygues Immobilier) : *La Chine serait-elle prête à intervenir militairement en Afrique, si les tensions raciales débouchaient sur des attaques des intérêts chinois ?*

Je les pense trop prudents pour agir ainsi. Mais, ils pourraient opter pour des actions de police, qui, pour nous Occidentaux, sont assimilées à des actes de guerre.

Il ne faut pas non plus sous-estimer l'opinion publique chinoise. Elle existe, on compte 400 millions d'internautes. Si cette opinion a le sentiment qu'un étranger l'attaque, elle réagit et peut se montrer très belliqueuse. Il y a un fort sentiment nationaliste en Chine, qu'il faut compenser avec des politiques d'ouverture.

Raymond Douyère : *Où en est-on avec le Tibet ?*

C'est un sujet majeur. Les pays qui font du Tibet une priorité sont considérés comme des ennemis de la Chine, qui s'oppose au système autoritaire et archaïque du Dalaï Lama. Pour nous, Français, le Dalaï Lama est un « fils de Gandhi », il porte des valeurs humanistes. Pour la Chine, c'est un gouvernement en exil, un dirigeant politique menaçant qui séduit les Occidentaux. Sur cette question, les Chinois sont déterminés, ils défendront leur unité. Ils y ont beaucoup investi, notamment le train Pékin-Lhassa. De plus, il y a des enjeux économiques. L'essentiel de leurs réserves en eau se trouve là, à la frontière avec l'Inde. Des opérations militaires sont possibles, les Chinois voient d'abord l'intérêt supérieur de leur pays.

Jean-Pierre Dupont (Conseiller d'Etat en service extraordinaire. Ancien Préfet de la Région Ile de France) : Pouvez-vous nous éclairer sur le fonctionnement interne du Parti Communiste Chinois ?

A la base, le système est relativement démocratique, avec de vraies élections pour les responsables locaux. L'Ecole du Parti ressemble à notre ENA. Deux systèmes cohabitent, avec d'une part, les militants, et de l'autre, les fonctionnaires, qui sont très bien formés. Dans les communes, par exemple,

il y a un conseil municipal élu et un maire nommé (un peu l'équivalent de notre préfet).

Il y a également l'Armée, un système bien huilé, un parti dans le Parti. C'est en quelque sorte un « Empereur ». Bo Xilai, le cacique de Chongking, très conservateur, attaché à la révolution culturelle, qui a fait de sa ville un modèle social, a été destitué après l'arrestation et la condamnation de sa femme à la peine capitale avec sursis pour le meurtre d'un diplomate britannique, mais il a été soutenu par l'Armée. Un signe que l'évolution démocratique est encore loin. Il y a une très grande corruption familiale des dirigeants, contre laquelle s'insurge une part de plus en plus importante des citoyens.

Les Chinois n'aiment pas leurs dirigeants. Ils n'ont aucune crédibilité. Mais, ils soutiennent leur régime, mélange d'autorité et de liberté, car ils le trouvent efficace.

L'argent n'est pas un problème, les Chinois adorent étaler leur richesse. En revanche, la corruption est rejetée massivement.

Marie-Clotilde Hingray
Propos non revus par les intervenants

« Quel avenir pour la PAC ? »

Stéphane le FOLL, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Dans les salons du Palais du Luxembourg, le 27 novembre, Géostratégies 2000 a organisé un petit-déjeuner autour du Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Stéphane Le Foll, venu nous éclairer sur les dernières orientations agricoles, au niveau européen et national. Favorable à une modernisation de la PAC, il a toutefois affiché sa volonté de s'opposer à certaines mesures, qui pourraient détruire la filière de l'élevage en France. Enfin, il a appelé de ses vœux une agriculture verte et durable, incontournable selon lui, pour affronter les défis du futur.

L'agriculture constitue l'un des grands enjeux du débat budgétaire européen, martèle d'entrée de jeu Stéphane Le Foll. Si l'on veut bâtir une Europe politique, avec une forte connotation fédérale, il est indispensable de revenir à des ressources propres. L'idée est en route avec les discussions sur les taxes sur les flux financiers, mais, malheureusement, l'on assiste encore aujourd'hui à des marchandages. Les Britanniques se battent pour obtenir leur chèque de rabais, les Allemands et les Italiens aussi. Chaque pays négocie âprement sa contribution, mais cela ne me choque pas, c'est un processus normal et habituel, surtout avec la crise que nous traversons.

DES AJUSTEMENTS NECESSAIRES

La France a fait un choix stratégique, celui de la défense de la PAC. En même temps, elle entend préserver le lien entre politique agricole et politique de cohésion. Toutes deux s'adressent directement au citoyen et représentent 80% du budget total. Cette position nous permet d'arrimer les pays d'Europe Centrale, très attachés au maintien de cette politique de solidarité pour pouvoir rattraper leur retard, notamment au niveau structurel. Pour l'heure, le budget n'est pas encore arrêté. La première mouture de la Commission

s'élevait à 1070 milliards d'euros, puis, sous la pression des pays du Nord (Grande-Bretagne, Pays-Bas, Suède et Allemagne), ce chiffre est tombé à 965 milliards. Finalement, un compromis pourrait être trouvé aux alentours de 983 milliards, dont 374 pour la PAC, souligne Stéphane Le Foll, avant de s'expliquer sur les axes majeurs de la réforme de la PAC.

Tout d'abord, nous allons sortir des références historiques sur les aides versées depuis 1992 et nous orienter vers un taux unique d'aide à l'hectare, aux alentours de 300 euros. Avec ses 310 euros actuels, la France se situe tout à fait dans la moyenne.

Ce taux sera découplé, c'est-à-dire qu'il ne dépendra plus de ce qui est produit. L'agriculteur devra faire son propre arbitrage, en fonction des prix du marché. Le risque est d'assister à une augmentation de ce qui est le plus rentable, à savoir les céréales, et un déclin de l'élevage, s'inquiète Stéphane Le Foll.

Le second volet concerne le « verdissement » de la PAC, une volonté affichée de mieux intégrer la dimension environnementale : 7% de la surface des exploitations devra obéir à des normes écologiques, un niveau d'herbe sera maintenu et une rotation des productions (au moins 3) devra

être développée. Actuellement, cela représente 30% des aides versées, mais la France est la seule à se battre pour garder ce seuil, ses partenaires voudraient le voir baisser, regrette Stéphane Le Foll. La France soutient les règles de régulation des marchés, elle veut une évolution cohérente et homogène dans le cadre européen. Sinon, si chacun joue sur ses avantages propres, cela crée des distorsions de concurrence, comme c'est déjà le cas en Allemagne avec la méthanisation. Cette technique de production de biogaz agricole apporte 40% de compléments de revenu, mais seulement parce qu'elle est financée grâce à des mesures incitatives de l'Etat fédéral.

DES MESURES JUGEES INACCEPTABLES

Si la France adhère à la philosophie globale de la réforme (elle est favorable à la sortie des références historiques), elle exige toutefois certains ajustements. Les aides couplées, notamment pour l'élevage, ne doivent pas être abandonnées, car elles compensent les coûts et la productivité faible, insiste Stéphane Le Foll. Sans elles, ce serait la fin de l'élevage et de nombreuses pertes d'emploi à la clé. Les aides à l'hectare doivent aussi être ajustées. Avec un taux unique, on risque d'assister à des spécialisations à l'échelle européenne. La France deviendrait le « grenier à blé » et l'élevage partirait vers les Pays-Bas et l'Allemagne, là où les coûts du travail sont plus faibles. La France défend l'idée de pouvoir primer les 50 premiers hectares des exploitations, là où il y a le plus de personnel. Ce principe de dégressivité des aides en fonction de la moyenne des surfaces semble acquis, se félicite Stéphane Le Foll. C'est capital, par exemple, pour la zone laitière du Grand Ouest, qui reçoit 400 euros par hectare, un montant vital pour sa survie.

Enfin, dernier cheval de bataille du Ministre de l'Agriculture, l'agro-écologie, de nouveaux procédés qui combinent la capacité à être productif et écologique à la fois. L'enjeu est de conserver une couverture continue des sols, grâce à des cultures associées et à une alternance des productions, ce qui permet de fixer l'azote et de favoriser la photosynthèse. Les intrants et déchets sont minimisés, ce qui augmente la qualité et la quantité des récoltes, conclut Stéphane Le Foll, optimiste quant à l'avenir d'une agriculture durable et efficace sur le territoire français.

Un débat, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a prolongé l'intervention de Stéphane Le Foll.

Philippe Abelin (Attaché Economique au Ministère des Finances) : *Y a-t-il un front franco-allemand sur le plan agricole, ou, à tout le moins, une position commune ?*

A priori, ce front n'est pas constitué. Il n'y a pas non plus de front d'opposition. Nous devons dégager une ligne de force pour faire prévaloir un intérêt collectif européen et donner de la cohérence.

Pierre Lepetit (Consultant) : *Comment avoir un équilibre entre les recettes et les dépenses lorsque le Parlement européen a un droit de regard uniquement sur les dépenses ? Pour les recettes, un accord des gouvernements est nécessaire.*

C'est lors des Conseils Européens que les Etats définissent les contributions au budget européen. Le Parlement

européen est le seul endroit que je connaisse, où l'on discute jamais des recettes. Le vrai saut politique aura lieu quand l'Europe disposera de ses ressources propres. On entrevoit des prémices avec les futures taxes sur les flux financiers, les taxes carbone.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Quelle est la position européenne sur la spéculation visant les matières premières agricoles ?*

Le Commissaire Barnier a émis des propositions pour mieux maîtriser ces spéculations. Cela est nécessaire. Sinon, la volatilité et l'instabilité des marchés provoquent des réactions néfastes. Si les prix montent trop, cela peut créer des émeutes de la faim dans les pays pauvres. S'ils sont trop bas, il n'y a plus assez de production. Il faut un lien entre les volumes spéculatifs et les volumes réels.

François Toulis (Président de la Chambre d'Agriculture de l'Ariège) : *Quelle place pour la montagne dans la future PAC ?*

Il y aura toujours une politique spécifique intégrée. Les principes de base étant occupation des sols et compensation des handicaps.

Régis Paraque (Inspecteur Général des Finances (H)) : *Où en est-on des tentatives d'organisation du marché des fruits et légumes (concurrence déloyale de l'Espagne...)?*

Nous sommes très vigilants, mais il faut étudier le dossier globalement. Il est difficile de continuer à accuser l'Espagne de toutes les dérives, vu la situation de crise dans laquelle le pays se débat. Certes, les coûts du travail y sont plus faibles, mais il faut prendre en compte tous les paramètres.

Malika Sorel Sutter (Haut Conseil à l'Intégration) : *A cause d'un manque de confiance, chaque pays souhaite garder la plus grande maîtrise et la plus grande autonomie en matière de gestion agricole. Nous sommes donc loin d'une Europe politique, et cela ne dépend pas totalement des finances*

Il faut absolument établir la confiance, faire prévaloir l'intérêt européen avant les différents intérêts nationaux. Le budget européen annuel s'élève à 142 milliards d'euros (soit l'équivalent du déficit budgétaire de la France). Nous devons aller au bout de notre logique européenne et disposer de ressources propres. J'espère que la taxe sur les flux financiers, qui rapporterait environ 200 milliards d'euros, va enfin voir le jour, en dépit de l'opposition de la Grande-Bretagne.

Philippe Caplain ((IGA) : *N'y a-t-il pas contradiction entre l'objectif de maintien -voire de développement de l'élevage - et l'objectif de protection de l'environnement (émissions de méthane, algues vertes, pollution des nappes phréatiques) ?*

On peut concilier l'élevage porcin sans la prolifération d'algues vertes. Le cœur du problème se trouve dans l'azote minéral, vendu par les coopératives. Ceci doit cesser. Si nous donnons un coup d'arrêt à la production de masse du porc, cela va aboutir à la fermeture d'abattoirs, à la perte d'emplois et à l'importation de cochon hollandais. Il faut développer de nouveaux modèles de production, plus écologiques, et ouvrir des perspectives

Marie-Clotilde Hingray, propos non revus par les intervenants

« La collaboration militaire franco-britannique : avancées et enjeux »
Son Excellence Sir Peter RICKETTS
Ambassadeur du Royaume-Uni en France

Le mardi 26 février 2013, Sir Peter Ricketts, l'Ambassadeur de sa Gracieuse Majesté à Paris, était l'invité de Géostratégies 2000, dans les salons du Palais du Luxembourg. Cet ancien représentant permanent du Royaume Uni auprès de l'OTAN, qui fut, entre 2010 et 2012, le premier Conseiller pour la sécurité nationale du gouvernement britannique, a fait le point sur la coopération militaire franco-britannique. Il s'est félicité des avancées en cours et des nombreuses perspectives de développement conjoint, mais, en revanche, s'est montré beaucoup plus sceptique sur les relations qui unissent l'Union Européenne et la Grande Bretagne, évoquant sans détours une possible sortie de l'UE.

Les relations franco-britanniques sont à la fois très vastes, très profondes et très étroites, se réjouit Sir Peter Ricketts. Les échanges commerciaux s'élèvent à 60 milliards d'euros et chaque année, grâce à l'Eurostar, 19 millions d'anglais visitent votre pays. Cela permet un fantastique mouvement de population. L'arrivée au pouvoir du Président Hollande n'a pas eu d'incidence en matière de politique étrangère, placée sous le signe de la continuité, notamment vis-à-vis d'Etats quelque peu sensibles, comme la Russie, la Chine et l'Iran. Il en va de même pour les questions de défense. L'accord de Lancaster House signé en novembre 2010 entre Nicolas Sarkozy et David Cameron a ouvert un nouveau chapitre. C'est un grand pas en avant. La coopération, conventionnelle et nucléaire, sera renforcée entre nos forces armées, pour les opérations, mais aussi au niveau industriel, technologique et de la recherche (drones, sous-marins, missiles), et sur le plan de la communication et du renseignement. Certes, concède Sir Peter Ricketts, il y avait une forte motivation budgétaire et financière, mais sur le terrain, comme ce fut le cas en Libye, cela fonctionne. Des « combined forces », une force expéditionnaire commune et interarmées s'entraînent déjà pour être déployées, en cas de nécessité, dès 2016. Une première démonstration, très réussie, a eu lieu à Toulon en décembre dernier. L'intervention au Mali entre dans ce cadre. Le Royaume-Uni apporte un soutien logistique avec le C17, pour les transports stratégiques. Nos jeunes officiers travaillent en parfaite symbiose et ceci est très encourageant pour le futur, note Sir Peter Ricketts, également très satisfait des conclusions du rapport Védrine, qui confirme la décision de Nicolas Sarkozy d'intégrer l'organisation militaire de l'OTAN. Votre présence permettra de donner un nouvel élan à l'OTAN, de lui apporter une dimension plus européenne et moins atlantique. En revanche, une nouvelle réforme des institutions ne nous semble pas d'actualité, nous estimons qu'il y a assez d'états-majors en Europe. Nous préférons mettre l'accent sur un renforcement de la cohésion, des convergences et de la mise en commun des équipements, souligne Sir Peter Ricketts, relativement inquiet, par ailleurs, pour l'avenir de l'Europe, minée par des désaccords croissants entre pays membres.

REFORMER L'EUROPE A TOUT PRIX

David Cameron a identifié trois points noirs. La crise de l'Eurozone, le manque de compétitivité, et un écart qui s'amplifie entre la vision de Bruxelles et celle des peuples. Pour lutter contre ces maux, il demande la négociation d'un nouveau Traité, qui poserait les principes d'une vision

européenne, axée sur la performance économique, la flexibilité dans le degré d'adhésion des différents Etats membres et la capacité de rapatrier des compétences au niveau national (comme la législation sur le temps de travail). L'Europe doit être plus ouverte, basée sur un grand marché unique de plus en plus complet, avec une place autour de la table pour les pays non membres de l'Euro. Si David Cameron est réélu à la majorité absolue, c'est cette nouvelle mouture qui devrait être soumise, par référendum, à l'électorat britannique à l'horizon 2017, précise Sir Peter Ricketts. Si elle est rejetée, ce sera la sortie de l'Union. De toute façon, dans un monde qui change, il est impératif pour l'Europe de se réformer, conclut-il.

L'intervention de Sir Peter Ricketts s'est poursuivie par un débat animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, qui a donné lieu à des échanges très enrichissants.

***Général Warmé (Conférencier) : Europe de la Défense ou Europe politique : quelle est la priorité ?
 Quelle est la position de la Grande-Bretagne vis-à-vis de la Russie ?***

L'Europe politique nous fait peur. Le fédéralisme est une idée très difficile à traduire en Grande-Bretagne. La perspective de renforcer les pouvoirs du Parlement européen n'est pas du tout populaire chez nous. En revanche, l'Europe de la Défense se révèle utile, comme le prouvent les interventions en Libye et au Mali. Mais, nos priorités demeurent les coopérations bilatérales et l'OTAN.

Au niveau diplomatique, la situation avec la Russie est assez tendue depuis l'assassinat d'un dissident russe à Londres en 2006. Mais sur le plan économique et commercial, les relations sont très bonnes, avec des investissements très importants.

Il y a un décalage entre ces deux volets ;

François-Xavier Martin (Président d'honneur de Crédit X Mines. Secrétaire Général-Trésorier de Géostratégies 2000) : Les accords Cameron-Sarkozy prévoient une coopération nucléaire dans des domaines très sensibles. Quelle est la position des Etats-Unis à ce sujet ?

Oui, une coopération est prévue par la simulation des explosions de têtes nucléaires. Elle vise le cœur des deux programmes nucléaires. Cela permet de miser sur un seul équipement et de réduire les coûts de moitié. Les Américains y sont tout à fait favorables.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot : *La coopération militaire franco-britannique peut-elle s'appliquer à autre chose qu'à des capacités de commandement ou de soutien ?*

Les forces navales chinoises sont de plus en plus présentes dans les mers de Chine et agressives. Quels sont les enjeux de sécurité et de défense pour la France et la Grande-Bretagne en Asie ?

Le partage des capacités suppose un niveau de confiance considérable. Pour l'instant, nous avançons pas à pas, dans le domaine du soutien, de la surveillance, du renseignement, de la logistique. Cela permet des économies très avantageuses.

La Grande-Bretagne n'est pas un acteur militaire majeur dans le Pacifique. Nous avons une base, Diego Garcia, qui nous permet d'assurer les relations nécessaires avec les pays du

Commonwealth (Malaisie, Singapour...). Nous avons une présence en transit, temporaire, mais nécessaire pour peser dans le débat et aider nos alliés américains.

Christian Matton (Consultant) : *Lors du dernier Conseil Européen, on a assisté à un renforcement de l'axe Londres-Berlin au niveau politique.*

Quelles conséquences dans le domaine défense-sécurité ?

Il est impératif d'avoir un triangle Paris/Berlin/Londres qui fonctionne parfaitement.

Il est vrai que notre analyse économique du marché unique se rapproche plus de celle de l'Allemagne que de la France. Nous partageons avec Mme Merkel la même exigence de rigueur budgétaire.

Mais, cela n'entache en rien nos rapports avec la France sur le plan de des Affaires Etrangères et de la Défense.

Malika Sorel-Sutter (Haut Conseil à l'Intégration) : *Qu'en est-il de la sécurité intérieure en Grande-Bretagne ? Quid de la menace terroriste ?*

En 2005, les bombes du métro londonien avaient été posées par des terroristes nés et éduqués en Grande-Bretagne, qui se sont ensuite radicalisés. Cela fut un choc pour notre pays. La menace venait de l'intérieur. Depuis, beaucoup de complots ont été déjoués.

Nous avons beaucoup investi dans nos services de renseignement, l'équivalent de votre DGRI, et possédons des informations plus poussées et plus précises sur ces cercles extrémistes. Nous possédons d'énormes communautés indiennes, pakistanaïses, yéménites, somaliennes. C'est un défi que nous devons gérer et nous collaborons très étroitement avec la France sur toutes ces questions de terrorisme. Les Jeux Olympique constituaient une cible idéale, mais nous avons réussi à assurer une parfaite sécurité.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *Les communautés étrangères sont acceptées et reconnues dans les services publics de Grande-Bretagne. Il n'en va pas de même en France. Avez-vous changé d'opinion sur la laïcité ?*

Aucune approche, que ce soit l'assimilation ou la tolérance des communautés, n'a réellement réussi, que ce soit en Angleterre ou en France.

Nous avons mis en place des programmes « anti-radicalisation », pour tenter d'apporter des influences éthiques aux jeunes déconnectés, nous travaillons avec eux pour contrer leurs dérives.

Cela ne fonctionne pas, lorsque l'on coopère seulement avec les dirigeants hiérarchiques.

Nous nous efforçons de mieux répondre aux anticipations des jeunes, pour les empêcher de basculer dans le radicalisme.

Contrairement à vous, les policiers sikhs en turbans ne nous choquent pas. Nous vivons cela comme une richesse, pour la majorité d'entre nous. Nous possédons cette tolérance envers nos grandes communautés étrangères, c'est une différence de culture avec la France.

Henri Deniaud (Assesseur à la Cour Internationale du Droit d'Asile, ancien Ambassadeur de France) : *Y a-t-il un programme britannique pour la cyber-sécurité ?*

Nous avons investi 650 millions d'euros sur cinq ans pour le décryptage de messages, notamment sur Internet. Nous prévoyons un milliard d'euros pour les cinq prochaines années.

Il faut améliorer la coopération entre le gouvernement et le secteur privé sur ce sujet.

J.L. Vichot : *Les récentes élections italiennes vont-elles avoir une influence sur la politique économique de l'Europe ? Y a-t-il un risque de populisme ?*

Oui, ce risque existe. Il ne faut pas le nier. Nous avons l'UK Independence Party, l'équivalent de votre Front National, qui recrute de nouveaux adeptes.

Raymond Douyère : *Ne faudrait-il pas vraiment relancer l'économie pour contrer ces partis populistes ?*

La priorité, en Grande-Bretagne, est la réduction des dépenses publiques. Evidemment, il ne faut pas tout axer sur l'austérité, mais ce n'est pas en dépensant plus pour le budget européen que nous aurons plus de croissance. Selon nous, le processus est loin d'être automatique.

Jean-Louis Pierrel (Responsable des Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général Adjoint de Géostratégies 2000)

Stanislas de Lauriston (EADS) : *Quelles seraient les conséquences d'un vote en faveur de l'indépendance de l'Ecosse ? Est-ce que la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne constitue un scénario envisageable ?*

La Grande-Bretagne souhaite-t-elle réellement réguler les paradis fiscaux ? Quid de Jersey/Guernesey... ?

David Cameron est persuadé qu'une majorité d'Ecossais répondra « non » au référendum, en 2014. Selon lui, ils ne sont pas prêts à quitter le Royaume Uni. De plus, la Commission Européenne a indiqué que, si l'Ecosse quitte le RU, elle devra renégocier son entrée dans l'Union Européenne. C'est en quelque sorte une douche froide. Quant à la sortie de l'Union, les opinions sont partagées. Certains veulent partir, ils trouvent que cette appartenance coûte trop cher, qu'elle impose trop de réglementations et ils sont effrayés par la crise de l'euro. Mais, David Cameron entend également la voix du monde des affaires, des businessmen internationaux, qui sont favorables à un maintien dans l'Union.

Une majorité de « oui » est possible, selon moi.

Pour ce qui est des paradis fiscaux, oui, nous voulons les réguler. C'est un des sujets du G8, dont nous assurons la présidence cette année. Nous voulons plus de transparence dans tous les domaines, y compris celui des taxes.

George Grosz (Cooperate Development International) : *Quelle est l'importance de Commonwealth sur le plan politique aujourd'hui ? Quid de l'influence anglaise en Afrique ?*

Le Commonwealth regroupe 49 pays, soit un tiers de la population du monde, avec de grandes nations comme l'Inde, le Canada ou l'Australie. Les liens ne sont pas politiques mais culturels et linguistiques. On peut comparer le Commonwealth à un club informel d'échanges et de réflexions sur des thèmes transversaux (comme le changement climatique, l'énergie, la justice, l'éducation).

En Afrique, nous avons des relations traditionnelles, dans le cadre du Commonwealth, avec

Le Nigeria, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, le Kenya.. Nous considérons l'Afrique comme le prochain continent émergent et nous misons donc sur des relations privilégiées.

Carol Amouyel-Kent (Senior Credit Policy Manager, RBS) : *Pensez-vous que le rapprochement entre BAE et EADS finira par se faire ? Y a-t-il une volonté politique pour atteindre ce but ?*

Je n'ai pas d'informations à ce sujet. Nous sommes pour la fusion, car il y a une logique commerciale. Cela a achoppé, à cause de réticences allemandes. Par ailleurs, nous sommes contre un actionariat d'Etat. Or, la France et l'Allemagne sont présentes à hauteur de 14% dans EADS. BAE reste très intéressé, car cette fusion déboucherait sur une entreprise plus grande que Boeing

Philippe Marchat (Inspecteur Général des Finances (H)) : *Où en est-on dans la coopération maritime, avec les projets de construction conjointe de porte-avions ?*

Les porte-avions ne sont ni conjoints, ni interopérables. Les avions ne peuvent pas décider de se poser sur tel porte avion ou tel autre. Ce qui nous importe, c'est de disposer de deux ou trois porte-avions, soit anglais, soit français et toujours disponibles. Cela devrait avoir lieu à partir de 2020. Pour le moment, nous sommes deux partenaires, mais l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne pourraient nous rejoindre.

Peter Salinson (Cambridge Society of Paris) : *Constatez-vous une amélioration de la communication dans cette nouvelle coopération des équipes de défense ?*

Les Français pratiquent de mieux en mieux la langue anglaise. Cela est évident chez les militaires, surtout chez les jeunes officiers. Pour les chefs d'état-major, cela reste difficile. C'est une question de générations. Mais, c'est à sens unique, les Anglais ne maîtrisent que très peu le français

Jean-Yves Aubert (Chargé de mission à la Mairie de Paris) : *Un célèbre Britannique, Churchill, a dit « with it but not in it » ? Qu'en pensez-vous ?*

Nous nous méfions de l'intégration économique et politique depuis l'époque de Churchill et cela n'a pas changé, même si maintenant, nous sommes « in it ».

Marie-Clotilde Hingray
Propos non revus par les intervenants

**« Obama II : Iran, Chine, Proche-Orient
Quelle évolution en matière de politique étrangère ? »**

Jean-David LEVITTE

Ambassadeur de France, Membre de l'Institut

Le jeudi 28 mars, Jean-David Levitte, ancien Ambassadeur de France à l'ONU, à New York, puis aux Etats-Unis à Washington, était l'invité de Géostratégies 2000, au cours d'un petit-déjeuner organisé dans les salons du Palais du Luxembourg. Ce fin connaisseur de l'histoire et de la politique américaine nous a donné les arguments clés pour mieux comprendre les décisions de la Présidence Obama. S'il a évoqué un certain désir de retrait de la scène internationale, il a aussi mis l'accent sur une volonté affirmée de faire contre poids à une Chine de plus en plus menaçante. Enfin, cet ancien conseiller diplomatique des Présidents Giscard D'Estaing, Chirac et Sarkozy nous a clairement fait comprendre, que, malgré ses réticences, le Président Obama se résoudrait à intervenir si la situation devenait incontrôlable en Iran et en Syrie.

Le Président Obama a été brillamment réélu en novembre dernier, ce qui était loin d'être évident dans ce contexte de crise. Toutefois, son succès reste incomplet, car il doit continuer à cohabiter au Congrès avec une majorité républicaine, qui a choisi une approche idéologique très dure. Sa priorité sera de régler, avant tout, les problèmes intérieurs, explique Jean-David Levitte et ceci marque en quelque sorte une rupture avec la tradition américaine. Généralement, lors d'un second mandat, le legs historique est privilégié, et donc les relations diplomatiques internationales. Cette fois, la dette a atteint un niveau qui n'est plus supportable, puisqu'elle avoisine les 100% du PIB.

Et la réforme de la politique de la santé, qui était indispensable, (vu le pourcentage d'Américains sans aucune couverture) va encore aggraver le déficit.

Toutefois, nuance Jean-David Levitte, certains indicateurs amorcent un mouvement positif, notamment dans le secteur de l'énergie. Récemment, les Américains se sont rendu compte que leurs puits de gaz s'épuisaient plus vite que prévu et qu'ils ne possédaient pas assez d'installations adéquates, dans leurs ports, pour acheminer le gaz liquéfié importé. C'est alors qu'ils ont misé sur le « shale oil » (ou oil gas) et grâce à la mise au point de technologies nouvelles, qui permettent une exploitation très rentable, ils ont

maintenant trouvé les relais pour produire tout le gaz voulu pendant au moins cent ans. C'est une véritable révolution, les USA vont devenir la première puissance énergétique mondiale en gaz et en pétrole, martèle Jean-David Levitte. Ils vont pouvoir exporter vers les pays de l'OTAN et le Japon, car ils deviennent très compétitifs. Aux USA, l'unité de production de gaz coûte 4 dollars, contre 9 dollars en Europe et 16 en Asie. Cet avantage incite des industries de grande consommation, qui ont besoin de beaucoup d'énergie, à se réinstaller aux Etats-Unis. A ce jour, 600 000 nouveaux emplois ont déjà été créés. Cela donne un coup de fouet à une reprise économique déjà amorcée. Et au niveau géopolitique, les conséquences seront capitales, puisque désormais, les USA ne dépendront plus du Proche-Orient pour leur énergie, insiste Jean-David Levitte, avant de broser un rapide tableau de la situation mondiale.

DE NOUVEAUX IMPERATIFS

On observe une accélération constante des évolutions. En décembre 1979, l'URSS envahit l'Afghanistan. En parallèle, elle accentue sa percée en Afrique, avec le relais des Cubains, notamment en Angola et au Mozambique. Le Japon, de son côté, connaît un élan économique prodigieux, rachetant des parts d'Hollywood et de l'Empire State Building. Quant aux Etats-Unis, ils sont en panne, et empêtrés dans la crise des otages de Téhéran.

Dix ans plus tard, l'URSS, malade de sa guerre en Afghanistan, implose et explose à la fois. Ce grand Etat de 300 millions d'habitants devient la Russie, où la population a été pratiquement divisée par deux. En revanche, l'Union Européenne, qui compte déjà 300 millions de citoyens, va en absorber 100 millions de plus, et le Japon tombe en panne.

Les Etats-Unis se retrouvent alors en position d'hyperpuissance, c'est l'époque bénie de Bush Père et de Clinton. Mais, le 11 septembre 2001, tout s'écroule et l'Amérique, déstabilisée, découvre son extrême vulnérabilité face au terrorisme. S'ensuit une guerre justifiée en Afghanistan, et une autre, basée sur un choix idéologique, en Irak, qui sera fatale. Désormais, l'heure est au retrait, avec une volonté appuyée de clore au plus vite ces conflits, constate Jean-David Levitte. L'hyperpuissance américaine a atteint ses limites, même si le budget militaire représente encore la moitié de toutes les dépenses militaires mondiales. Les Américains restent en repli chez eux, ce n'est pas de l'isolationnisme, mais ils ne veulent plus s'engager dans de nouvelles aventures. Cela a des répercussions directes pour nous, Européens. En Libye, le Président Obama nous a clairement désignés comme chefs de file, se contentant de nous apporter l'aide de ses avions de transport, de renseignement (AWACS) et ses Tomahawks. L'état major de l'OTAN, à Naples, a été mis à notre disposition, mais sans son chef. Et le même scénario se répète au Mali.

DE LOURDES MENACES

En fait, remarque Jean-David Levitte, les Etats-Unis se concentrent sur une priorité, ils veulent pouvoir répondre aux menaces d'une Chine, désireuse de dominer toute sa zone historique. Face au gendarme américain, qui est fatigué, à une Europe, incapable de parler d'une seule voix et de mener une politique étrangère commune, de nouveaux acteurs apparaissent, les grands pays émergents ou Brics. Ils exigent plus de droits sur la scène internationale, au FMI ou encore au Conseil de Sécurité de l'ONU, mais refusent d'assumer plus de responsabilités, même s'ils ne cachent pas leurs velléités de domination régionale. Nous nous retrouvons donc dans un monde globalisé, sans leadership, dans un avion sans pilote, avec un équipage qui n'agit pas,

s'inquiète Jean-David Levitte, qui n'hésite pas à qualifier la situation de dangereuse, lorsqu'il évoque les deux « poudrières » que constituent l'Iran et la Syrie. D'autant plus que le Président Obama semble réticent à s'investir dans le processus de paix entre Israël et les Palestiniens, en dépit de son récent voyage à Tel Aviv. En Syrie aussi, son attitude est assez frileuse. En dépit des 70 000 morts déjà recensés, il n'est pas prêt à investir du temps, de l'énergie et des armes dans ce pays, arguant pour sa défense, que la situation dans la région des Grands lacs en Afrique est tout aussi dramatique, et qu'il lui est impossible de privilégier telle ou telle intervention. Malheureusement, s'insurge Jean-David Levitte, le dossier syrien s'envenime jour après jour. Les réfugiés qui affluent, déstabilisent les pays voisins comme la Jordanie et surtout le Liban, où ils sont près d'un million. Les tensions religieuses vont encore s'exacerber. Les 25 millions de sunnites présents dans la région (au Liban, en Irak et en Syrie, où ils constituent 70% de la population) sont épaulés par l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, qui mettent à leur disposition d'énormes moyens. Le danger est énorme, car ils veulent à tout prix une revanche sur l'Iran, l'Irak, les chiites et les alaouites de Syrie.

IMPOSER UNE DIPLOMATIE INFLEXIBLE

L'Iran et sa détermination à acquérir l'arme nucléaire, fait également peser une menace gravissime sur le monde, avertit Jean-David Levitte. Au départ, il n'y avait qu'une seule centrale, alimentée par du matériel russe. Mais, depuis, 140 milliards ont été investis. Dans les 14 sites nucléaires répertoriés, on trouve de l'uranium enrichi à 20%, un seuil alarmant, car cela va très vite pour atteindre les 90%, le niveau du nucléaire militaire. Dans un an, l'Iran devrait être capable de procéder à un premier essai. Or, Israël, régulièrement menacé de destruction par le gouvernement iranien risque de ne pas attendre que la situation devienne irréversible pour réagir. C'est là le film catastrophe, note Jean-David Levitte, qui n'exclut pas deux autres possibilités. L'Iran procède à des essais nucléaires, la communauté internationale reste passive, comme pour la Corée du Nord. Mais, obligés de riposter, les Etats sunnites de la région vont, eux aussi, développer l'arme nucléaire, et ce sera la fin du Traité de non prolifération. Ou alors, face à cette ultime provocation, les USA décident d'intervenir. L'Iran constitue une exception dans la politique de désengagement d'Obama, qui a clairement évoqué son rêve d'un monde non nucléaire dans son discours de Prague. En effet, si son héritage se résume à un Iran nucléaire, une guerre contre Israël, la prolifération dans toute la zone, plus la fermeture du détroit d'Ormuz, alors c'est la catastrophe absolue, souligne Jean-David Levitte. Obama réagira, mais il demandera un soutien actif de la part du « Groupe des 5 plus 1 » (les cinq membres permanents du conseil de Sécurité de l'ONU et l'Allemagne), qui négocient depuis dix ans autour de cette épineuse question. Sous cette ombrelle, il pourrait y avoir une discussion directe entre les Etats-Unis et l'Iran, qui devrait déboucher sur la signature d'un accord équilibré. En cas de refus iranien, ce serait la destruction des installations. Si ce « Groupe des 5 plus 1 » parvient à s'imposer comme partenaire de premier plan, ce pourrait être un nouvel acte fondateur dans notre univers globalisé, se réjouit Jean-David Levitte. Cela pourrait être un moyen d'obliger la Chine et la Russie à s'engager en Syrie, et à cesser tout soutien à Bachar El Assad. Un doublé gagnant sur l'Iran et la Syrie est donc encore envisageable, si l'on parvient à réunir autour de la table une masse critique de dirigeants des plus grandes nations, convaincus de l'urgence d'un changement de régime et de l'organisation de nouvelles élections en Syrie, conclut Jean-David Levitte.

L'intervention de Jean-David Levitte, captivante et pertinente, a été suivie, comme à l'accoutumée, par un débat animé par Raymond Douyere, Président de Géostratégies 2000, qui a donné lieu à de nombreux échanges très enrichissants.

Christian Boullay (Consultant) : *Le « Cinq + Un » n'est-il pas un rêve ?*

Ce groupe est une réalité depuis dix ans. La France y est doublement représentée, en tant qu'Etat indépendant et en tant que membre de l'Union Européenne, puisque c'est Kathy Ashton la porte-parole unique du Groupe. Il doit assumer ses responsabilités, pousser la négociation jusqu'au bout, car tout le monde sait que les autres alternatives sont pires.

Luc Debievre (Advising Partner – Global Private Equity) : *Comment conciliez-vous une stratégie de « doublé » Iran-Syrie, avec la décision de rejoindre Saoudiens et Qatariens dans la livraison d'armes, dont l'effet immédiat sera compensé par un effort parallèle des Chinois et des Russes ?*

Je plaide pour que la France et la Grande-Bretagne livrent massivement des armes à la Syrie.

Le régime massacre sa population avec des armes venant de Russie et d'Iran. Par ailleurs, l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, avec des moyens illimités, envoient du matériel militaire aux plus extrémistes des sunnites syriens. Pendant ce temps, les sunnites modérés ne reçoivent aucune aide. Ce qui est important, ce ne sont pas les armes en circulation, qui font peur, car elles pourraient se retrouver entre les mains de groupes terroristes, mais de faire triompher le « juste » vainqueur, à savoir les sunnites modérés. Car, c'est lui qui détiendra, in fine, les plus grandes quantités de stocks d'armes. Pour l'heure, nous sommes face à une impasse totale. La Syrie est en train de se transformer en Somalie. Or, s'il est facile de détruire les structures d'un Etat, il est impossible de les reconstruire sur le court terme.

Colonel de Gendarmerie Hassane Saoudi : *Les enjeux stratégiques, géopolitiques et confessionnels sont imbriqués. Lequel est le plus menaçant pour la stabilité de la région ?*

Dans ce conflit, on ne peut séparer toutes ces questions.. L'Iran soutient Assad, car il incarne la minorité alaouite, proche des chiites. Il se battra jusqu'au bout, comme la Russie. De leur côté, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes, le Qatar et la Turquie apportent leur appui aux sunnites, c'est une opportunité de revanche historique par rapport à ce qui s'est passé en Irak.

Si cela se poursuit encore longtemps, Israël aura de plus en plus de mal à maintenir le calme dans les territoires palestiniens.

Malika Sorel-Sutter (Haut Conseil à l'Intégration) : *Nous n'avons aucun intérêt à affaiblir le monde chiite et unifier le monde sunnite en le rendant hégémonique. Quel est le jeu caché du Qatar ?*

Les querelles entre chiites et sunnites ne sont pas les nôtres. Notre objectif est d'aider à établir de bonnes relations, pacifiques, dans toute la région. Nous ne sommes pas les adversaires des chiites iraniens ou irakiens. Nous n'avons

pas à choisir le vainqueur, mais à contribuer à une transition ordonnée, avec le maintien des structures de l'Etat. Nous ne devons pas répéter les erreurs commises en Irak. L'armée, la police devront donner des garanties aux minorités. Notre priorité est de faire partir Bachar El Assad et son clan, d'organiser des élections et de porter au pouvoir un gouvernement sunnite, puisque ce sera le choix de la majorité.

Jacques Lutfalla (Contrôleur Général des Armées, 2.S.) : *Il n'est pas nécessaire de procéder à une expérience grandeur nature pour savoir qu'on maîtrise le nucléaire. Que ferez-vous lorsque l'Iran annoncera avoir une dizaine d'armes nucléaires militaires ?*

Si les dirigeants iraniens étaient très intelligents, ils diraient : « nous avons la capacité de faire des essais, nous disposons d'un stock suffisant pour une dizaine d'armes nucléaires, mais nous n'en ferons pas ». L'effet politique du seuil nucléaire serait franchi, mais sans explosions. Or, ce n'est pas le scénario retenu. L'Iran n'a pas investi 140 milliards de dollars pour s'arrêter avant le pas décisif. Pour les encourager dans cette voie, il y a l'exemple de la Corée du Nord, dont les essais nucléaires n'ont, jusqu'à ce jour, donné lieu à aucune réaction de la part de la communauté internationale. La tentation est donc irrésistible.

Evidemment, ils y a de nombreux satellites d'observation, à l'affût de tout indice, mais il est possible de les déjouer. En 1998, le monde entier a été surpris par les essais nucléaires indiens. Donc, le débat entre Israël et les USA sur le moment opportun pour agir est vital. Si la crise syrienne n'est pas encore résolue à ce stade, alors, la situation deviendra incontrôlable.

Nicole Chaix (Maître de Conférence à l'Université Panthéon-Assas/Paris 2. Vice Présidente de Géostratégies 2000) : *Pourquoi n'a-t-on jamais envisagé de négocier avec Bachar el Assad ? Est-il vraiment le tyran sanguinaire qu'on nous présente ?*

Son père avait cette réputation d'un tyran sanguinaire, ayant éliminé des populations entières. A son arrivée, son fils a donné une impression favorable, celle d'un chef d'Etat moderne, diplômé, dont l'épouse était d'origine britannique. Les démocraties ont misé sur lui, jusqu'en 2005 et l'attentat contre Hariri au Liban, qui a dévoilé son vrai visage. Le Printemps arabe survient et il utilise des avions, des hélicoptères, des chars pour massacrer sa propre population. Les sunnites ne l'accepteront jamais.

Boubacar Sy (Atelier Sciences Po – Lycée Fyeder) : *En quoi consiste la politique de « pivot vers l'Asie » du Président Obama ?*

Alain Couanon (Ancien Ambassadeur de France au Turkménistan, Tadjikistan, Kirghizstan et Kazakhstan) : *Obama a-t-il une politique sur l'Asie Centrale, zone charnière sur le plan géopolitique ?*

Cette formulation autour du « pivot vers l'Asie » contient une double erreur. Cela laisse à penser que les Américains vont se retirer de l'Europe et du Moyen-Orient. Or, ce n'est pas tout à fait vrai, leur présence maritime reste forte, par le biais de l'OTAN, et dans la région du Golfe et du détroit d'Ormuz. Même s'ils deviennent indépendants sur le plan énergétique, ils ne veulent pas voir le coût du pétrole s'envoler, car il y a un prix unique pour l'ensemble du monde.

Toutefois, à long terme, les intérêts des USA se déplaceront de plus en plus vers l'Extrême Orient. La Chine, pour sa part, souhaite que les Etats-Unis se réengagent dans la région, au moment où Pékin entend renforcer son autorité en mer de Chine, face au Japon, au Vietnam et à la Corée du Sud. Si les USA se posent en puissance d'équilibre, cela sera rassurant pour le monde et calmera les inquiétudes du Japon, face à la montée inexorable de la puissance militaire et économique chinoise. Les tensions s'accroissent dans la zone. Le Japon a commencé la reconstruction de son appareil militaire et le Vietnam réaffirme son indépendance contre toute puissance étrangère, et notamment la Chine.

Pierre-Louis Cavoleau (*Analyste industriel et géopolitique ECTI*) : *Que pensez-vous du dogme de l'intangibilité des frontières ?*

Quel avenir pour les BRICS ?

Moins on touche aux frontières, mieux on se porte. Cela est vrai en Afrique, et encore plus au Proche Orient. Avec les Anglais, nous Français sommes responsables de la plupart de ces frontières, issues de la décolonisation, et où, parfois, surviennent des problèmes ethniques. Mais, il n'y aura pas de regroupements ethniques. Un Kurdistan indépendant est impossible.

Quant aux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), c'est une « blague ». Ils ne partagent rien en commun. La Chine écrase tout le monde de son poids. D'ici 10 à 15 ans, elle sera la première puissance économique du monde. Le Brésil et l'Inde vont lui emboîter le pas. En Russie, la bourgeoisie entreprenante n'est pas assez développée, cela entrave la transformation de la société et l'expansion économique. Quant à l'Afrique du Sud, son avenir s'obscurcit de plus en plus.

Ce Club exige plus de droits mais refuse les responsabilités. Il illustre le pouvoir de dire « Non ». En 2005, l'ONU a décidé que lorsque des dirigeants martyrisent leurs peuples, la communauté internationale a le devoir d'intervenir, de protéger les habitants, par tous les moyens, à l'exception du déploiement de troupes au sol. Cette résolution fut appliquée au Darfour, en Côte d'Ivoire, en Libye. Mais, à chaque fois, la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil se sont abstenus, tout comme l'Allemagne d'ailleurs. Leur grief étant que sous le prétexte de protéger la population, les Occidentaux organisaient des changements de régime. Les BRICS veulent le respect de la souveraineté nationale, dans tous les cas. Mais, pour les Occidentaux, la logique n'est pas aussi simple. Il faut à tout prix des progrès dans la morale internationale.

Paul Rechter (*Directeur Exécutif Publicis France. Vice-président de Géostratégies 2000*) :

Barak Obama va-t-il procéder à une levée de l'embargo sur Cuba et à une normalisation des relations entre les deux pays ?

On assiste à une montée en puissance de la minorité hispanique (venant du Mexique et d'Amérique Centrale), qui vote démocrate. En Floride, état pivot qui fait ou défait le Président des USA, se concentrent les « latinos » d'origine cubaine. Leur poids est lourd dans la vie politique, mais ils se divisent quelque peu, et se montrent plus ouverts face à l'éventualité d'un geste en direction de Castro. Obama n'a pas encore pris sa décision, il veut gagner les « mid term elections », ce qui lui assurerait un Congrès démocrate. Son choix sera fait à la lumière de ses calculs électoraux.

Marie-Clotilde Hingray

Propos non revus par les intervenants

ONT COLLABORÉ A CETTE LETTRE, OUTRE LES INTERVENANTS DANS LES DÉBATS :

Raymond Douyère / Marie-Clotilde Hingray / François-Xavier Martin / Janine Rechter